

## TIZI-OUZOU

# Les bénéficiaires de LSL occupent la daïra à Azazga

**Les bénéficiaires des 100 logements sociaux locatifs de Fréha attribués provisoirement le 12 juillet 2000 par la commission compétente et squattés par des indus occupants à la faveur des événements du printemps noir en 2001 sont montés au créneau, dimanche, en occupant le siège de la daïra d'Azazga dès la matinée d'hier.**

Ils exigent l'expulsion immédiate des squatteurs à l'image de ce qui a été fait par les autorités au niveau du site de Tizi N'flicki (Azazga) qui a connu le même scénario, une affaire que l'administration a prise en main il y a trois semaines en expulsant les indus occupants au terme d'une procédure judiciaire.

Avec cette remarque que ces logements n'avaient pas encore fait l'objet d'affectations provisoires soutiennent les protestataires. Tout comme ils demandent l'attribution officielle de ces logements dont ils reprochent la lenteur aux autorités locales de l'époque. Cette action,



Photo : D.R.

que les manifestants entendent reconduire tant que leurs revendications ne sont pas satisfaites, intervient, selon les acquéreurs, après qu'ils eurent épuisés tous les moyens de recours. Leur colère est d'autant plus grande qu'ils s'estiment «victimes d'un mépris qui ne

dit pas son nom» notamment «après les vaines promesses» dont ils affirment avoir été abreuvés citant l'engagement de l'ex-chef de daïra de régler le problème depuis 2004. Le nouveau chef de daïra qui avait reçu une délégation des manifestants après l'occupa-

tion de l'APC de Fréha en février dernier aurait également promis, selon les protestataires, de régler le problème dans les plus brefs délais juste après le résultat des brigades d'enquête, mais sans suite, soutiennent-ils, ce qui a eu pour effet de venir à bout de leur

patience eux qui se sentent abandonnés à leur triste sort. Un sentiment exacerbé suite «au refus déguisé de les recevoir en délégation» il y a trois semaines pour motif de départ en congé, affirment toujours les manifestants qui soutiennent que «la passivité des pouvoirs publics a encouragé certains squatteurs à revenir après avoir vidé les lieux».

Des squatteurs étrangers à la région «qui ont transformé le site en lieux de débauche, de banditisme et de foyer de drogue», soutient un porte-parole du collectif des attributaires qui, en l'absence du chef de daïra parti en congé, exigent une audience avec un émissaire du wali. D'autant que, ajoutent-ils, le S/G qui assure l'interim n'est pas en mesure de prendre une décision. Cela alors qu'une source de cette administration affirme que les manifestants ont été informés de la procédure de délogement des squatteurs qui est en cours comme cela a été le cas avec Flicki où 134 squatteurs ont été délogés par la justice.

S. Hammoum

## SAÏDA Réception de la gare routière de type A au premier semestre 2010

Il est prévu au premier semestre 2010, à Saïda, la réception de la gare routière de type A, a-t-on appris de la direction des transports.

Le taux d'avancement des travaux lancés au mois de mars dernier, visant la réalisation de cette structure s'étendant sur une surface de six hectares, a atteint 20%. Une enveloppe financière de l'ordre de 250 millions de dinars a été consacrée à cette gare, la première du genre au niveau de la wilaya.

Ce projet, s'inscrivant au titre du programme complémentaire d'appui à la croissance économique, devra offrir des prestations aux voyageurs et améliorer la gestion du plan de transport eu égard à son implantation dans la périphérie est de la ville, soit à l'extérieur du tissu urbain.

Ceci permettra également d'alléger les goulots dans plusieurs quartiers de la ville qui compte un nombre important de taxis collectifs. Sur un autre plan, la direction des transports de la wilaya a indiqué que les travaux de réalisation de deux autres gares routières de type B se poursuivent, pour être livrées avant la fin de l'année en cours.

Ces deux gares, situées, selon la même source, dans les daïras d'Ouled-Brahim et Sidi-Boubekeur, ont nécessité un montant global de 120 millions de dinars, au titre du programme des Hauts-Plateaux, avec des taux d'avancement respectivement de 80 et 75%.

APS

## Les travailleurs de l'entreprise de transport urbain en grève

**Bien que de création très récente, l'entreprise communale de transport urbain de la ville de Tizi-Ouzou, qui a instauré une qualité de service dans le secteur du transport à l'intérieur de la ville, est secouée depuis hier par une grève de son personnel.**

Une nouvelle qui a étonné plus d'un à Tizi tant cette entreprise jouit d'une réputation irréprochable depuis qu'elle a commencé à faire partie du décor dans une ville où règne une anarchie indescriptible dans le secteur du transport urbain notamment.

Mais il se trouve qu'à l'intérieur de l'entreprise, les choses ne tournent pas comme elles le devraient, du moins si l'on se réfère à certaines sources proches des travailleurs. A en croire ces dernières, le directeur devrait

assumer les conséquences de ce qui constitue le premier accroc que connaît l'entreprise depuis son entrée en exploitation. Ce qui est reproché au directeur se trouve dans une plateforme de revendications rendue publique dès que les travailleurs ont entamé leur mouvement de grève.

C'est suite au licenciement de travailleurs, sans motif valable selon leurs représentants, et en raison du constat selon lequel il a été établi que le directeur s'est adonné à la falsification des contrats de travail, que les bus bleu et blanc de l'Etuto ont disparu de la circulation hier à Tizi-Ouzou.

Selon les grévistes, le directeur s'est permis de modifier à sa guise la durée de la période d'essai que stipulait le contrat, et à ce titre ils exigent la mise sur pied d'une commission d'enquête ministérielle. Autre exigence avancée à travers la plateforme

rendue publique : la réintégration sans condition de l'ensemble des employés licenciés. Selon des sources proches des travailleurs, ils sont trois à avoir été renvoyés sine die par le directeur qui se retrouve, à l'occasion, obligé de faire face à des revendications «indépendantes» des incidents ayant été à l'origine du mouvement de grève déclenché hier.

En effet, les travailleurs exigent également que leurs salaires soient revus à la hausse, d'une part, la suppression des contrats à durée déterminée et leur remplacement par des contrats à durée indéterminée, d'autre part.

Depuis hier, donc, à Tizi-Ouzou les habitués des bus de l'Etuto étaient de nouveau obligés de se rabattre sur ces petits fourgons de transport que beaucoup n'apprécient pas particulièrement.

M. Azedine

## SANTÉ À TIARET

### Trois spécialistes mutés

**Trois médecins spécialistes exerçant dans différents établissements publics hospitaliers de la wilaya de Tiaret ont été mutés vers d'autres structures sanitaires du pays, laissant un manque en matière de prise en charge des malades.**

C'est en effet le cas du gynécologue qui, une année après son affectation à l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Mahdia au titre de la forme civile s'étalant sur deux ans, repart vers l'EPH de Kouba à Alger. Le comble, c'est que ce même médecin continue à percevoir son salaire

à partir de Mahdia comme l'atteste si bien une décision ministérielle.

Cette situation, si contraignante pour les malades, pousse très souvent l'administration hospitalière de Mahdia à effectuer des évacuations vers le chef-lieu de wilaya, notamment

pour les cas compliqués. Idem pour l'EPH Youssef Damardji de Tiaret vidé lui aussi de son néphrologue, alors qu'il assurait dans les mêmes circonstances d'affectation le service d'hémodialyse.

Ce dernier, et au bout de six mois seulement, «bénéficie» inexplicablement d'une mutation à l'hôpital de Rouiba. Le troisième cas est celui du spécialiste en ORL qui a exercé pendant moins d'une année au niveau de la nouvelle polyclinique de Tiaret

sans pour autant tarder à atterrir à Boufarik. Dans les milieux hospitaliers, l'on n'arrive pas à expliquer ces décisions dites arbitraires, voire improvisées qui consistent à doter des structures au détriment d'autres qui en ont probablement le plus besoin.

Cela dit, le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière est appelé à pourvoir ces postes selon des paramètres objectifs, tant Tiaret manque de médecins spécialistes.

Mourad Benameur